



Communiqué N°003-2023 du Mouvement Le Faso, Ma Patrie sur la suspension de l'aide au développement et des appuis budgétaires.

Le **Mouvement « Le Faso, Ma Patrie »** a suivi avec grand intérêt le ministère français des affaires étrangères qui a annoncé le dimanche 6 aout 2023 la suspension par la France, jusqu'à nouvel ordre, de toutes ses aides au développement et d'appui budgétaire au Burkina Faso.

Tout porte à croire que le discours patriotique de **Son Excellence Monsieur le Président** de la Transition à la faveur du sommet Russie-Afrique et le ferme engagement du Burkina Faso et du Mali à soutenir les élites militaires patriotes du Niger, qui sonnent le glas de la politique française au sahel, tourmentent sévèrement la France. Le **Mouvement « Le Faso, Ma Patrie »** soutient fermement le Capitaine Traoré et le Gouvernement dans leurs engagements de décolonisation du Burkina Faso et partant de toute l'Afrique.

Cette attitude de la France, vient confirmer à n'en point douter que son aide est un de ses instruments impérialistes qui visent à maintenir les pays africains dans la dépendance.

Au demeurant, l'aide dite '*aide au développement*' ne sert que les intérêts de la France au détriment des paisibles populations burkinabè et est la source des revers économiques conduisant à la paupérisation. Du reste, À l'occasion de l'Assemblée Générale de l'ONU du 4 octobre 1984, feu le **Président Thomas Sankara** annonça avec véhémence : « Nous encourageons l'aide qui nous aide à nous passer de l'aide. Mais en général, la politique d'assistance et d'aide n'a abouti qu'à nous désorganiser, à nous asservir, et à nous déresponsabiliser dans notre espace économique, politique et culturel. Nous avons choisi de risquer de nouvelles voies pour être plus heureux. »

Le **Mouvement Le Faso, Ma Patrie** invite donc le gouvernement de la Transition à se passer de l'aide de France et à :

- dénoncer les accords de coopération économiques et financiers entre la France et le Burkina Faso ;
- mettre fin aux interventions des experts français dans l'administration ;
- mettre fin aux accords relatif à la culture, la santé et l'éducation entre l'Etat français et le Burina Faso.

En tout état de cause, la souveraineté étant une quête non négociable, le vaillant peuple du Burkina Faso est prêt en toute circonstance à payer le prix fort.

La Patrie ou la mort, nous vaincrons !

Le coordonnateur national

Richard OUANGO